

Aktions- und Massnahmenpläne sowie Massnahmenpakete auf Basis von Regierungsaufträgen gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt in Kantonen und Gemeinden – eine Übersicht

Plans d'action et de mesures, ainsi que séries de mesures sur base de mandats de gouvernements pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique dans les cantons et les communes – une vue d'ensemble

(Mai 2021)

1 Situation initiale / Ausgangslage

La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) a pour but de lutter de façon globale contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Suite à la ratification de la Convention le 14 décembre 2017 et son entrée en vigueur le 1er avril 2018, la Suisse est tenue, par le droit international, de mettre en œuvre les mesures appropriées pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique et de régulièrement soumettre un rapport au Conseil de l'Europe. Un premier rapport est dû en février 2021.

C'est le Domaine Violence Domestique du Bureau fédéral pour l'égalité entre femmes et hommes BFEG qui est responsable de la coordination et du rapport au Conseil de l'Europe. En février/mars 2019, dans le but de rédiger le premier rapport périodique, le BFEG a organisé une enquête afin d'établir un état des lieux des plans d'action et de mesures précédents, actuels et prévus dans un avenir proche au niveau cantonal et communal dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Les services cantonaux d'intervention et de coordination contre la violence domestique, regroupés au sein de la Conférence suisse contre la violence domestique CSVD, disposent des informations pertinentes relatives aux plans d'action cantonaux et communaux. Les mesures visant à combattre la violence à l'égard des

femmes et la violence domestique peuvent également s'inscrire dans les plans pour l'égalité au niveau des villes et des cantons. Par conséquent, les questionnaires furent envoyés au printemps 2019 à la fois aux membres de la CSVD et aux membres de la Conférence suisse des délégué.e.s à l'égalité CSDE. Les questions portaient sur les plans d'action précédents et actuels de lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, mais également sur les plans pour l'égalité ou autres stratégies comportant des mesures contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, ainsi que sur les plans d'action prévus ou encore au stade de la planification.

Dans le cadre de la présente vue d'ensemble, le terme **Plan d'action et de mesures** comprend:

Les instruments, permettant aux collectivités d'identifier les domaines concernés et de:

- fixer des objectifs contraignants, en général approuvés au niveau politique
- définir les mesures concrètes indispensables pour atteindre les objectifs selon un calendrier déterminé
- régler le financement
- nommer les instances responsables de la mise en œuvre et
- prévoir la vérification de la réalisation des objectifs

Cette enquête du printemps 2019 fut complétée par un sondage interne à la CSVD incluant des questions additionnelles en vue de la rédaction du rapport périodique relatif à la Convention d'Istanbul. Comme bon nombre de cantons ne disposent pas de plans d'action et de mesures correspondant à la définition précitée, d'autres séries de mesures cantonales seront également mentionnées dans des tableaux séparés par la suite. Il est prévu de procéder à la mise à jour de ces tableaux annuellement. Pour ce qui est du niveau communal, seules les villes ayant fait l'annonce d'un plan d'action et de mesures ont été sollicitées.

Das Übereinkommen des Europarats zur Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt (Istanbul-Konvention) hat zum Ziel, Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt umfassend zu bekämpfen. Mit der Ratifikation des Übereinkommens am 14. Dezember 2017 und seiner Inkraftsetzung am 1. April 2018 hat sich die Schweiz völkerrechtlich verpflichtet, entsprechende Massnahmen gegen Gewalt gegen Frauen und häusliche Gewalt umzusetzen und dem Europarat regelmässig darüber Bericht zu erstatten. Ein erster Bericht wird im Februar 2021 fällig.

Für die nationale Koordination und die Berichterstattung an den Europarat ist der Fachbereich Gewalt des Eidgenössischen Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann EBG zuständig. Im Hinblick auf den ersten Staatenbericht hat das EBG im Februar/März 2019 eine Umfrage durchgeführt, mit dem Ziel eine Bestandesaufnahme der abgeschlossenen, bestehenden und in nächster Zeit geplanten kantonalen und kommunalen Aktions- und Massnahmenpläne zur Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt zu erstellen.

Die kantonalen Interventions- und Koordinationsstellen gegen häusliche Gewalt, die in der Schweizerischen Konferenz gegen Häusliche Gewalt SKHG zusammengeschlossen sind, verfügen über die nötigen Informationen bezüglich kantonalen und kommunalen Aktionsplänen. Massnahmen gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt können auch in städtischen oder kantonalen Gleichstellungsplänen enthalten sein. Daher wurde der Fragebogen im Frühling 2019 sowohl an die Mitglieder der SKHG als auch an die Mitglieder der Schweizerischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten SKG verschickt. Darin wurde nach bisherigen und aktuellen Aktionsplänen gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt gefragt, wie auch nach Gleichstellungsplänen oder anderen Strategien, die Massnahmen gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt enthalten sowie nach künftig vorgesehenen oder in Planung begriffenen Aktionsplänen.

Unter einem **Aktions- und Massnahmenplan** wird im Rahmen dieser Übersicht folgendes verstanden:

Instrumente, mit denen sich die Gemeinwesen in bestimmten Bereichen

- verbindliche, in der Regel politisch verabschiedete Ziele setzen,
- die zur Zielerreichung nötigen konkreten Massnahmen innerhalb eines vorgegebenen Zeitrahmens definieren,
- deren Finanzierung regeln,
- die für die Umsetzung verantwortlichen Stellen bezeichnen und
- eine Überprüfung der Zielerreichung vorsehen.

Diese Umfrage vom Frühling 2019 wurde durch eine Erhebung innerhalb der SKHG mit zusätzlichen Fragen für die Erstellung des Staatenberichts zur Istanbul-Konvention ergänzt. Da viele Kantone nicht über einen eigentlichen Aktions- und Massnahmenplan nach obiger Definition verfügen, werden im Folgenden auch andere kantonale Massnahmenpakete in separaten Tabellen aufgeführt. Diese Tabellen sollen jährlich angepasst werden. Was die kommunale Ebene betrifft, wurde bei dieser Zusatzerhebung nur diejenigen Städte angefragt, welche bereits angegeben haben, über einen Aktions- und Massnahmenplan zu verfügen.

2 Résultats / Ergebnisse

a) Plans d'action de lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ([tableau 2](#))

A l'heure actuelle, les cantons BL, FR, GR, JU, SO, TG, VD et VS, ainsi que la ville de Genève disposent d'un plan d'action contre la violence. Plusieurs cantons sont en train d'élaborer un plan d'action.

b) Plans pour l'égalité incluant des mesures contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ([tableau 3](#))

Un plan d'égalité contenant des mesures contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique existe actuellement pour les villes de Berne, St-Gall et Zurich, ainsi que pour le canton de Genève au sein de son administration et pour les cantons de Fribourg et Vaud. Un plan pour l'égalité contenant des mesures contre la violence à l'égard des femmes est en préparation dans le canton de Neuchâtel.

c) Séries de mesures cantonales sur mandat du gouvernement pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ([tableau 4](#))

Différents cantons (AG, BE, NE, NW, SG, SH, TI, ZG) disposent de séries de mesures mandatées par le gouvernement sans qu'il ne s'agisse de plans d'action proprement dit. Ou, alternativement, la lutte contre la violence domestique fait partie des objectifs de législature ou figure comme point prioritaire dans le programme de législature cantonale (BS, ZH).

c) D'autres séries de mesures cantonales ([tableau 5](#))

L'enquête s'intéressait également aux autres séries de mesures en lien avec la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Étant donné que les organismes cantonaux et régionaux sont un moyen important pour mettre un frein à la violence domestique, cet aspect fut également inclus. De

plus petits cantons ne disposent souvent pas de prestations de conseils et de protection propres, raison pour laquelle on a également mentionné les mandats de prestations avec les institutions spécialisées en violence domestique hors de ces cantons qui s'en chargent à leur place. Cela met en lumière le fait que même quelques très petits cantons sont conscients de l'importance de mesures pour lutter contre la violence domestique. De plus, certains cantons qui n'ont pas de véritable plan d'action disposent néanmoins d'une gestion cantonale des menaces. En règle générale, la gestion des menaces vise à reconnaître les actes de violence potentiels, à évaluer le risque de leur survenance, et à désamorcer le danger. Elle se base sur une collaboration interinstitutionnelle et professionnelle des services appropriés, la mise en place d'une cellule de crise pour la gestion des cas, les instruments d'évaluation des risques et de pronostic de récurrence, ainsi que l'accès aux données concernant les personnes (potentiellement) dangereuses.¹ Une vue d'ensemble relative à l'introduction d'une gestion des menaces dans les cantons se trouve sur le site web de la Prévention suisse de la criminalité PSC.²

Des stratégies qui englobent également des mesures contre la violence se trouvent, entre autres, dans le domaine de la **protection des enfants**.³

a) Aktionspläne gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt ([Tabelle 2](#))

Aktuell verfügen die Kantone BL, FR, GR, JU, SO, TG, VD und VS sowie die Stadt Genf über einen Aktionsplan Gewalt. Verschiedene Kantone sind dabei, einen Aktionsplan zu erarbeiten.

b) Gleichstellungspläne mit Massnahmen gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt ([Tabelle 3](#))

Einen Gleichstellungsplan mit Massnahmen gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt haben zurzeit die Städte Bern, Freiburg, Genf, St.Gallen und Zürich sowie der Kanton Genf für seine Verwaltung und die Kantone FR und VD. Ein Gleichstellungsplan mit Massnahmen gegen Gewalt an Frauen ist im Kanton NE in Vorbereitung.

c) Kantonale Massnahmenpakete mit Regierungsauftrag gegen Gewalt an Frauen und Häusliche Gewalt ([Tabelle 4](#))

Verschiedene Kantone (AG, BE, NE, NW, SG, SH, TI, ZG) verfügen über Massnahmenpakete auf Grund von Regierungsaufträgen, ohne dass dies sogenannte kantonale Aktionspläne sind. Oder sie haben die Bekämpfung der Häuslichen Gewalt als Legislaturziele bzw. Schwerpunkte der kantonalen Legislaturplanung aufgenommen (BS, ZH).

c) Weitere kantonale Massnahmenpakete ([Tabelle 5](#))

In der Umfrage wurde nach weiteren Massnahmenpaketen mit Bezug zur Prävention und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt gefragt. Da kantonale oder regionale Kooperationsgremien ein wichtiges Mittel sind, um die häusliche Gewalt zu stoppen, wurde auch danach gefragt. Kleinere Kantone verfügen oft nicht über eigene Beratungs- und Schutzangebote. Daher werden bei diesen auch Leistungsaufträge mit ausserkantonalen auf häusliche Gewalt spezialisierten Institutionen aufgeführt. Dies soll aufzeigen, dass auch in einigen sehr kleinen Kantonen das Bewusstsein vorhanden ist, dass es Massnahmen gegen häusliche Ge-

1 Cf. La gestion des menaces, notamment dans les cas de violence domestique. Rapport du Conseil Fédéral en réponse au Postulat Feri 13.3441, Berne 2017 et

Vue d'ensemble de la gestion des menaces publiée par la [Prévention suisse de la criminalité](#).

2 Prévention suisse de la criminalité: Gestion des menaces au niveau cantonal: Analyse de la situation. [Version abrégée](#). Berne 2015

3 Un résumé se trouve sous <https://www.politiqueenfancejeunesse.ch/documentation.html>

walt und Gewalt an Frauen braucht. Auch verfügen verschiedene Kantone ohne Aktionsplan über ein kantonales Bedrohungsmanagement. Das Bedrohungsmanagement zielt allgemein darauf ab, Anzeichen für künftige Gewalthandlungen zu erkennen, das Risiko ihres Eintretens abzuschätzen und die Gefahr zu entschärfen. Es basiert auf einer überinstitutionellen, professionellen Zusammenarbeit der einschlägigen Stellen, der Einsetzung eines Krisenteams für das Fallmanagement, Instrumenten für Risikoabschätzung und Rückfallprognose und dem Zugriff auf Daten über (potenziell) gefährliche Personen.⁴ Eine Übersicht zum Stand der Einführung des Bedrohungsmanagement in den Kantonen findet sich auf der Website der Schweizerischen Kriminalprävention SKP.⁵

Strategien, die ebenfalls Massnahmen gegen Gewalt umfassen, finden sich u.a. auch im **Kinderschutzbereich**.⁶

2.1 Vue d'ensemble sur les réponses cantonales / Überblick über die Antworten der Kantone

Le tableau ci-après (tableau 1) regroupe tous les cantons et villes munis d'un plan d'action cantonal, de plans pour l'égalité avec des mesures contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, de mandats du gouvernement comprenant des séries de mesures ou d'un programme de législation ayant pour priorité la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Les tableaux suivants illustrent:

- Les priorités mises en avant dans les cantons disposant d'un plan d'action cantonal (tableau 2)
- Les cantons et villes munis de plans pour l'égalité avec des mesures de lutte contre la violence domestique et la violence à l'égard des femmes (tableau 3)
- Les priorités mises en avant dans les cantons disposant d'une série de mesures sur mandat du gouvernement (tableau 4)
- Les cantons qui réalisent des mesures / mandats isolés (tableau 5).

Die nachfolgende Übersicht (Tabelle 1) zeigt alle Kantone und Städte, welche über einen kantonalen Aktionsplan, über Gleichstellungspläne mit Massnahmen gegen Gewalt an Frauen und häuslicher Gewalt, über Regierungsaufträge mit Massnahmenpaketen, oder über eine Legislaturplanung mit dem Schwerpunkt der Bekämpfung von Gewalt an Frauen und häuslicher Gewalt verfügen. Die darauffolgenden Tabellen zeigen auf:

- welche Schwerpunkte die Kantone mit einem kantonalen Aktionsplan verfolgen (Tabelle 2)
- welche Kantone und Städte über Gleichstellungspläne mit Massnahmen zur Bekämpfung Häuslicher Gewalt und Gewalt an Frauen verfügen (Tabelle 3)
- welche Schwerpunkte Kantone mit Massnahmenpaketen mit einem Regierungsauftrag verfolgen (Tabelle 4)
- welche Kantone einzelne/weitere Massnahmen / Aufträge umsetzen (Tabelle 5).

⁴ Vgl. Bedrohungsmanagement, insbesondere bei häuslicher Gewalt. Bericht des Bundesrates in Erfüllung des Postulates Feri 13.3441, Bern 2017 und die Übersicht zum Kantonalen Bedrohungsmanagement bei der [Schweizerischen Kriminalprävention](#).

⁵ Schweizerische Kriminalprävention: Kantonales Bedrohungsmanagement: Situationsanalyse. [Kurzfassung](#). Bern 2015

⁶ Eine Übersicht findet sich unter <https://www.kinderjugendpolitik.ch/dokumentation.html>

Tableau 1: Vue d'ensemble de tous les cantons et villes munis d'un plan d'action

Tabelle 1: Übersicht über alle Kantone und über diejenigen Städte mit einem Aktions- oder Gleichstellungsplan mit Massnahmen gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt

Kanton/ Gemeinde Canton/ Commune	Antwortende Stelle Service responsable	Aktionsplan (früher und/oder aktuell und/oder geplant) Plan d'action (précédent et/ou actuel et/ou prévu)	Gleichstellungsplan (früher und/oder aktuell und/oder geplant) Plan pour l'égalité (précédent et/ou actuel)	Massnahmenpakete mit kantona- lem Regierungsauftrag, jedoch kein aktueller Aktionsplan Séries de mesures sur mandat du gouvernement cantonal sans plan d'action actuel
AG	Fachstelle Intervention gegen häusliche Gewalt haeuslichegewalt@ag.ch	nein Umsetzung Istanbul-Konvention in Bearbeitung (ev. Aktionsplan)	nein	RRB 2008, 2009, 2012
AI	Koordinationsstelle HG bei der Kantonspolizei anja.roduner@kapo.ai.ch	nein	nein	nein
AR	Departement Inneres und Sicherheit Ralph.Bannwart@AR.CH	nein	nein	nein
BE	Berner Interventionsstelle gegen häusliche Gewalt info.big.sid@be.ch	Nein	nein	ja, Regierungsratsbeschluss vom 26.2.20
BE, Stadt Bern	Fachstelle für die Gleichstellung von Frau und Mann barbara.krattiger@be.ch	nein	ja, Laufzeit 2019-2022 (Aktionsplan Gleichstellung seit 2009, jew. neue Schwerpunkte und Massnahmen)	nein
BL	Interventionsstelle gegen häusliche Gewalt interventionsstelle@bl.ch	Ja, aktueller Aktionsplan/Massnahmen zur Umsetzung der Istanbul-Konvention, RRB 2020-1154, 25.08.2020 Frühere Massnahmenpläne: - RRB 888, 8.4.1997 - RRB 2336, 17.11.1998 - RRB 6238, 5.12.2000	nein	nein
BS	Fachstelle Häusliche Gewalt Miko.Iso@jsd.bs.ch	nein	nein	ja, Legislaturziele 2017-2020

Kanton/ Gemeinde Canton/ Commune	Antwortende Stelle Service responsable	Aktionsplan (früher und/oder aktuell und/oder geplant) Plan d'action (précédent et/ou actuel et/ou prévu)	Gleichstellungsplan (früher und/oder aktuell und/oder geplant) Plan pour l'égalité (précédent et/ou actuel)	Massnahmenpakete mit kantona- lem Regierungsauftrag, jedoch kein aktueller Aktionsplan Séries de mesures sur mandat du gouvernement cantonal sans plan d'action actuel
FR	Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille Geraldine.Morel@fr.ch	Oui: Concept cantonal de lutte contre la violence au sein du couple et ses im- pacts sur la famille Durée 2018-21, avec poursuite prévue des mesures	oui /Le PEAC (plan pour l'égalité femmes-hommes au sein de l'admi- nistration cantonale)	non
GE	Bureau de promotion de l'égalité et de prévention des violences (BPEV) violences-domestiques@etat.ge.ch	En préparation : 2020-2023 : Plan d'ac- tion pour la prévention des violences de genre et violences domestiques	oui : 2018-2023 Prévention du harcèlement sexuel au travail.	non
GE, Ville de Genève	Service Agenda 21-Ville durable heloise.roman@ville-ge.ch	Oui, durée 2019-21 (harcèlement sexuel et violence sexiste dans les lieux publics)	oui, durée 2016-20 (comprend des mesures de sensibilisation de la po- pulation au sexisme et à la violence sexuelle), prolongation prévue jus- qu'en 2025	non
GL	Opferberatungsstelle des Kantons Glarus opferberatung@gl.ch audrey.hauri@gl.ch	nein	nein	nein
GR	Koordinationsstelle Häusliche Gewalt haeusliche.gewalt@soa.gr.ch sarah.huder@soa.gr.ch	ja, Aktionsplan 2021-2024 Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt Laufzeit 2003-2009: Interventionspro- jekt gegen häusliche Gewalt	nein	nein
JU	Déléguee à l'égalité entre femmes et hommes angela.fleury@jura.ch	Oui: 2020-2024: Mise en œuvre de la Convention d'Istanbul sur le plan can- tonal, Renforcement du dispositif can- tonal de lutte contre les violences, Ela- boration d'une loi cantonale de lutte contre la violence domestique	non	non

Kanton/ Gemeinde Canton/ Commune	Antwortende Stelle Service responsable	Aktionsplan (früher und/oder aktuell und/oder geplant) Plan d'action (précédent et/ou actuel et/ou prévu)	Gleichstellungsplan (früher und/oder aktuell und/oder geplant) Plan pour l'égalité (précédent et/ou actuel)	Massnahmenpakete mit kantona- lem Regierungsauftrag, jedoch kein aktueller Aktionsplan Séries de mesures sur mandat du gouvernement cantonal sans plan d'action actuel
LU	Dienststelle Soziales und Gesellschaft (DISG) Abteilung Behinderung und Diversität iris.glockengieser@lu.ch	nein	nein	nein
NE	Office de la politique familiale et de l'égalité OPFE@ne.ch	Elaboration d'une loi cantonale sur la lutte contre la violence domestique.	Loi sur la lutte contre la violence do- mestique (LVD) du 5 novembre 2019	oui, du Conseil d'Etat
NW	Kantonspolizei Nidwalden / Kriminalpolizei Kriminalpolizei@nw.ch	nein	nein	ja
OW	Kantonales Sozialamt Anton.pfleger@ow.ch	nein	nein	nein
SG	Koordinationsstelle häusliche Gewalt haeusliche.gewalt@sg.ch	nein	nein	ja, RRB aus dem Jahr 2006, 2013 und 2017
SG Stadt	Gesellschaftsfragen claudia.wiedemann- zaugg@stadt.sg.ch	nein	ja, Aktionsplan zur Gleichstellung von Frauen und Männern sowie zur Stär- kung von Familien in der Stadt St. Gallen	nein
SH	Koordinationsstelle Istanbul- Konvention maya.sonderegger@ktsh.ch	nein	nein	ja, Regierungsratsbeschluss
SO	Amt für soziale Sicherheit (Fachstellen Opferhilfe und Prävention und Ge- sundheitsförderung) aso@ddi.so.ch	ja, Kantonales Gewaltpräventionspro- gramm 2019 – 2022; Prävention Häus- licher Gewalt (genehmigt mit RRB Nr. 2019/357 vom 05.03.2019) Ausarbeitung eines jährlichen Mass- nahmenplans basierend auf dem Ge-	nein	nein

Kanton/ Gemeinde Canton/ Commune	Antwortende Stelle Service responsable	Aktionsplan (früher und/oder aktuell und/oder geplant) Plan d'action (précédent et/ou actuel et/ou prévu)	Gleichstellungsplan (früher und/oder aktuell und/oder geplant) Plan pour l'égalité (précédent et/ou actuel)	Massnahmenpakete mit kantona- lem Regierungsauftrag, jedoch kein aktueller Aktionsplan Séries de mesures sur mandat du gouvernement cantonal sans plan d'action actuel
		samtprogramm (Genehmigung Mass- nahmenplan 2020 mit RRB Nr. 2020/196 vom 18.02.2020), Ziel veran- kert im Legislaturplan 2017-2021		
SZ	Fachstelle Häusliche Gewalt fachstelle.hgewalt@sz.ch	nein	nein	<ul style="list-style-type: none"> - RRB Nr. 374/2019 vom 28.05.2019, Beantwortung der Interpellation 34/18: Gewalt gegen Frauen – was macht der Kanton SZ? - Kantonsratsbeschluss vom 27.05.2020 betreffend Teilrevision Polizeigesetz (SRSZ 520.110)
TG	Kantonspolizei Thurgau Fachstelle Häusliche Gewalt uta.reutlinger@kapo.tg.ch	Ja, Massnahmenplan: Umsetzung der Istanbul-Konvention auf kantonaler Ebene	nein	nein
TI	Divisione della giustizia violenzadomestica@ti.ch	Si, in preparazione (2021)	no (in preparazione ma senza focus su violenza domestica)	Decisione governativa (2018): attribuzione del tema violenza domestica (VD) alla Divisione giustizia del Dipartimento delle Istituzioni (coordinamento azioni e misure; riferimento per i gremii sul tema a livello federale).
UR	Kantonspolizei Nicole.Wetzel@ur.ch	nein	nein	nein
VD	Bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes (BEFH) maribel.rodriquez@vd.ch	oui: Plan d'action contre la violence domestique (2011 - 2015), priorité dans le programme législatif 2017-2022,	oui, Plan pour l'égalité (2004); Elaboration en cours d'un plan d'action pour la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul; évaluation du dispositif de la loi de coordination de la prévention	nein

Kanton/ Gemeinde Canton/ Commune	Antwortende Stelle Service responsable	Aktionsplan (früher und/oder aktuell und/oder geplant) Plan d'action (précédent et/ou actuel et/ou prévu)	Gleichstellungsplan (früher und/oder aktuell und/oder geplant) Plan pour l'égalité (précédent et/ou actuel)	Massnahmenpakete mit kantona- lem Regierungsauftrag, jedoch kein aktueller Aktionsplan Séries de mesures sur mandat du gouvernement cantonal sans plan d'action actuel
		Elaboration d'un plan d'action pour la Convention d'Istanbul en cours La Loi d'organisation de la prévention et de la lutte contre la violence domestique (LOVD)	et de la lutte contre la violence domestique - LOVD autour des auteurs; évaluation LOVD 2023	
VD Ville de Lausanne	Déléguée à l'égalité et à la diversité Joelle.Moret@lausanne.ch	Stratégie municipale de lutte contre le harcèlement de rue depuis 2017, <u>Rapport-préavis N° 2017/59</u> Plan d'action municipal contre les discriminations des personnes LGBTIQ+ en préparation prévue pour 2021.	Stratégie « Egalité dans l'administration communale » (2019)	<u>Enquête sur le harcèlement de rue à Lausanne</u> menée en 2016 avant l'adoption de la stratégie de lutte.
VS	Office cantonal de l'égalité et de la famille isabelle.darbellay@admin.vs.ch	oui, RRB Juli 2019	non	non
ZG	Zuger Polizei Kriminalpolizei, Dienst Kapitaldelikte, Fachstelle Häusliche Gewalt Haeusl.Gewalt@zg.ch	nein	nein	ja, Regierungsauftrag vom 1.4.2008 Zudem: Auftrag von Sicherheitsdirektion für Projekt gegen Häusliche Gewalt vom 2.12.2019
ZH Kt.	Interventionsstelle gegen Häusliche Gewalt (IST) Isabella Feusi-Frei Co-Leiterin IST ist@kapo.zh.ch	nein	nein	„Gewalt gegen Frauen“ ist einer der fünf regierungsrätlichen Schwerpunkte in der Strafverfolgung für die Legislaturperiode 2019-2022 (RRB 184/2019)
ZH Stadt	Fachstelle für Gleichstellung anja.derungs@zuerich.ch	nein	Ja, Laufzeit 2019-2022 (Gleichstellungsplan seit 2009 mit Massnahmen zu Sex. Bel. am Arbeitsplatz+Häusliche Gewalt, ab 2019 auch Sex. Belästigung im öffentlichen Raum und im Nachtleben).	nein

2.2 Plans d'action cantonaux de lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique / Kantonale Aktionspläne gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt

Tableau 2: Vue d'ensemble des plans d'action de lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique

Tabelle 2: Übersicht über die Aktionspläne gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt

Kanton/ Ge- meinde Canton/ Com- mune	Laufzeit (u. gepl. Ver- längerung) Durée (+ prolonga- tion prévue)	Allgemeine Zielsetzung/Vision Objectif général / Vision	Schwerpunktbereiche Domaines prioritaires	Kooperationsgremien / Bedrohungs- management / Prävention / Kampagnen Organismes de coopération / Gestion des menaces / Prévention / Campagnes
BL	ab 25.08.2020	Umsetzung der Istanbul-Konvention auf kantonaler Ebene, erste Phase BL, Bericht mit Bestandsaufnahme, vier Schwerpunkten und Massnahmenplan	Schwerpunkte/Massnahmen: - genügend Schutzunterkünfte - Lernprogramm für alle Tatpersonen (neu: LP für Frauen und LP für Fremdsprachige) - Sicherstellung von adäquater Unterstützung für Kinder als Zeugen von häuslicher Gewalt Angebote/Programme für schulische Prävention zu Gleichstellung, Aufhebung von Rollenzuweisungen, gewaltfreie Konfliktlösung und geschlechtsspezifische Gewalt fördern/ausbauen	Kooperationsgremien - Häusliche Gewalt: Regierungsrätliche Kommission «Arbeitsgruppe Häusliche Gewalt BL» - Gewalt gegen Kinder und Jugendliche: Regierungsrätliche «Kommission für Kindes- und Jugendschutz BL» - Menschenhandel: Regierungsrätliche Kommission «AG Menschenhandel BL» Bedrohungsmanagement: - Kantonales Bedrohungsmanagement Prävention: siehe Spalte Schwerpunktbereiche Kampagnen: - Mitwirkung Kampagne 16 Tage gegen Gewalt an Frauen*
FR	2018 – 2021 Prolongation: 2021-2024 Il s'agit d'un plan d'action sur le long terme dont certaines mesures devront être pérennisées.	Lutter contre la violence au sein du couple et ses impacts sur la famille Proposer une politique globale de lutte contre la violence au sein du couple qui soit cohérente et efficace.	- Aide aux victimes - Protection des enfants - Prise en charge des auteur-e-s - Prévention auprès des jeunes - Formation des professionnel-le-s - Sensibilisation du milieu de la justice - Pérennisation des mesures - Sensibilisation et information - Gestion des menaces	Organismes de coopération: - la Commission de lutte contre la violence au sein du couple CVC - Le groupe de travail Mariages forcés - Mécanisme de coopération contre la traite des êtres humains, institué par le Conseil d'Etat (mandat gouvernemental) Gestion de la menace: - un groupe de travail de la CVC pour travailler autour de la gestion de la menace Prévention:

Kanton/ Ge- meinde Canton/ Com- mune	Laufzeit (u. gepl. Ver- längerung) Durée (+ prolonga- tion prévue)	Allgemeine Zielsetzung/Vision Objectif général / Vision	Schwerpunktebereiche Domaines prioritaires	Kooperationsgremien / Bedrohungs- management / Prävention / Kampagnen Organismes de coopération / Gestion des menaces / Prévention / Campagnes
				<ul style="list-style-type: none"> - L'exposition Plus fort que la violence/Stärker als Gewalt a pour public-cible les 15-25 ans - Le BEF participe chaque année au symposium de formation du milieu médical sur la violence domestique à l'HFR
GE Kan- ton	2018-2023 2020-2023		<ul style="list-style-type: none"> - Projet de loi sur l'égalité et la lutte contre les violences et les discriminations liées au genre (LELVDG), présenté au Conseil d'Etat en décembre 2020 - Plan d'action sur les violences faites aux femmes et violences domestiques, en préparation --> formation des professionnel-le-s, détection --> gestion des menaces 	<p>Organismes de coopération:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Commission consultative sur les violences domestiques (CCVD) - Commission consultative de l'égalité entre femmes et hommes (CCE), sous-commission violences sexistes - Commission consultative de l'égalité entre femmes et hommes (CCE), sous-commission égalité professionnelle - Commission consultative sur les thématiques liées à l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre (CCLGBTIQ+), sous-commission prévention - Commission consultative sur les thématiques liées à l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre (CCLGBTIQ+), sous-commission violence - Le canton de Genève dispose d'une loi et d'un mécanisme de coopération contre la traite des êtres humains, institué par le Conseil d'Etat (mandat gouvernemental) <p>Prévention:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lutte contre les stéréotypes de genre et prévention du sexisme auprès des enfants et adolescent-e-s - Prévention des violences dans les relations amoureuses chez les jeunes - Prévention des agressions sexuelles - Formations (voir enquête ECOPLAN pour le détail) - Travail avec les auteur-e-s de violences <p>Campagnes:</p>

Kanton/ Ge- meinde Canton/ Com- mune	Laufzeit (u. gepl. Ver- längerung) Durée (+ prolonga- tion prévue)	Allgemeine Zielsetzung/Vision Objectif général / Vision	Schwerpunktbereiche Domaines prioritaires	Kooperationsgremien / Bedrohungs- management / Prävention / Kampagnen Organismes de coopération / Gestion des menaces / Prévention / Campagnes
				<ul style="list-style-type: none"> - Campagne cantonale Violences domestiques et confinement durant le confinement - Participation aux campagnes de la Ville de Genève : Non ça veut dire non Zéro sexisme dans ma ville - Campagne STOP VIOLENCES A LA MAISON - Journée internationale de tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines (6 février), - Journée internationale pour l'élimination de la violence - à l'égard des femmes (25 novembre), - Journée internationale pour les droits des femmes (8 mars), - Journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie (17 mai),
GE Ville de Genève	2019 - 2021	<ul style="list-style-type: none"> - Reconnaître le harcèlement et le sexisme dans la sphère publique comme une des formes de violence à l'égard des femmes - inclure les articulations entre les différents types de discrimination (sexisme, racisme, homophobie, etc.) - Développer des solutions en accord avec les valeurs de la Ville - Etre complémentaire du travail mené par le Canton sur la prévention des violences, en particulier dans la sphère domestique. 	<p>Plan d'action "Objectif zéro sexisme dans ma ville" - thématique du sexisme et du harcèlement dans l'espace public.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation et prévention - Formation du personnel municipal - Conception et usages de l'espace public - Collecte de données - Coordination et mise en réseau 	<p>Organismes de coopération:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Groupe de travail "Violences de genre" réunissant la Ville, le BPEV du Canton, l'Université de Genève et des associations actives dans la promotion de l'égalité et la prévention des violences de genre. - Il s'agit aussi du groupe de partenaires qui accompagne les travaux du PA "Objectif zéro sexisme dans ma ville". - Présentation des différents projets menés dans le cadre du plan d'action : www.geneve.ch/zero-sexisme

Kanton/ Ge- meinde Canton/ Com- mune	Laufzeit (u. gepl. Ver- längerung) Durée (+ prolonga- tion prévue)	Allgemeine Zielsetzung/Vision Objectif général / Vision	Schwerpunktbereiche Domaines prioritaires	Kooperationsgremien / Bedrohungs- management / Prävention / Kampagnen Organismes de coopération / Gestion des menaces / Prévention / Campagnes
GR	2021-2024	<p>Entwicklungsschwerpunkt im Re- gierungsprogramm 2021-2024: Gewalt gegen Frauen und häusli- che Gewalt wird verhütet, wir- kungsvoll bekämpft und nimmt ab (Umsetzung Istanbul-Konven- tion).</p> <p>Frühere Regierungsaufträge: Beschluss der Regierung des Kantons Graubünden vom 1. Juli 2014. Folgender Auftrag:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Kooperation und interdisziplinäre Zusammenarbeit, - Proaktiver Ansatz, - Sicherung eines niederschweligen Beratungsangebots für Opfer und für Gewalt ausübende Personen, - Neue Angebote für besondere Zielgruppen und Projekte entwickeln, - Statistische Daten verbessern, - Wissenstransfer sichern 	<p>Aktuell:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Schaffung von Grundlagen und umfassendes und koordiniertes Vorgehen sämtlicher Akteure. - Massnahmen zur Prävention und Information. - Genügend einfach zugängliche und bekannte Schutz-, Hilfs- und Unterstützungsangebote für Opfer und deren Familienangehörigen gewährleisten - Konzept zu Stellung und Aufgaben der Koordinationsstelle Häusliche Gewalt und zur Festigung der interdisziplinären Zusammenarbeit ist in Arbeit. - Projekt zur Bekämpfung von häuslicher Gewalt: Aktionstage gegen Häusliche Gewalt 2020 mit dem Schwerpunkt Häusliche Gewalt - Kinder und Jugendliche mittendrin. - Kantonales Programm zum Aufbau und zur Weiterentwicklung der Kinder- und Jugendpolitik gemäss Art. 26 KJFG für die Jahre 2020 – 2022, insbesondere mit dem Handlungsfeld Schutz. 	<p>Kooperationsgremien: Runder Tisch Häusliche Gewalt Aktionsgruppe Menschenhandel</p> <p>Bedrohungsmanagement: Einführung geplant (2021-2024)</p> <p>Prävention:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fachstelle Adebar: Prävention sexuelle Gewalt (und häusliche Gewalt) in Kindergarten und Schule. - Beratungsstelle für Gewalt ausübende Personen Graubünden: Gewaltberatungen und Lernprogramme für Gewalt ausübende Personen. - Fachstelle Adebar: Prävention sexuelle Gesundheit und FCM/C. <p>Kampagnen: Jährliche Aktionstage gegen häusliche Gewalt</p>
JU	2020-2024	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre de la Convention d'Istanbul sur le plan cantonal - Renforcement du dispositif cantonal de lutte contre les violences - Elaboration d'une loi cantonale de lutte contre la violence domestique 	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la coordination et renforcement du réseau de lutte contre la violence domestique - Prise en charge adaptée des enfants exposés à la violence - Améliorer l'accès aux mesures pour les auteurs de violence - Formation et soutien aux professionnel-le-s concerné-e-s - Sensibilisation et information - Prévention chez les jeunes 	<p>Organismes de coopération:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Groupe coordination violence, qui est la commission cantonale de lutte contre la violence. - Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de loi visant à lutter contre les violences. <p>Gestion des menaces : Oui</p> <p>Prévention / campagnes:</p>

Kanton/ Ge- meinde Canton/ Com- mune	Laufzeit (u. gepl. Ver- längerung) Durée (+ prolonga- tion prévue)	Allgemeine Zielsetzung/Vision Objectif général / Vision	Schwerpunktbereiche Domaines prioritaires	Kooperationsgremien / Bedrohungs- management / Prävention / Kampagnen Organismes de coopération / Gestion des menaces / Prévention / Campagnes
			<ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge et suivi des victimes - Développement de mesures pour des publics-cibles (migrant-e-s) 	<ul style="list-style-type: none"> - Programme "Sortir Ensemble et Se Respecter" (obligatoire pour les élèves de 11e HarmoS) - Actions tous les 25 novembre - Programme de suivi pour les auteur-e-s - Exposition "Plus fort que la violence" - Ponctuellement colloques et rencontres de l'ensemble du réseau jurassien luttant contre les violences
SO	2019 – 2022 Legislativplan 2017 - 2021	Legislativplan 2017 – 2021: Politischer Schwerpunkt 3.1. Teilziel: B. 3.1.6 Häusliche Gewalt reduzieren - Bevölkerung ist über HG und Hilfsangebote informiert - Fachpersonen können HG an- sprechen und Hilfe vermitteln	<ul style="list-style-type: none"> - Prävention - Analysen und Unterstützung Fachpersonen - Öffentlichkeitsarbeit und Vernetzung - Kinder und Jugendliche als mitbetroffene von Häuslicher Gewalt - Gefährderarbeit - Koordination, Vernetzung und Sensibilisierung der Akteure - Optimierung der Zusammenarbeit unter den Akteuren - Evaluation und Qualitätssicherung 	<ul style="list-style-type: none"> - Runder Tisch Häusliche Gewalt - Kantonales Bedrohungsmanagement - Mitwirkung 16 Tage gegen Gewalt an Frauen* - Kooperationsgremium gegen Menschenhandel
VD	2011-2015 2020-2023	- Elaboration en cours d'un plan d'action pour la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul; évaluation du dispositif LOVD autour des auteurs; évaluation LOVD 2023	<ul style="list-style-type: none"> - sensibilisation, formation et prévention: - information grand public pendant COVID (jour- naux/radio); monitoring de crise COVID et mo- nitoring annuel usuel; - prévention primaire auprès des jeunes, forma- tion des professionnel-le-s sur la violence au sein du couple âgé, - information destinée aux auteurs - Renforcement et extension des structures et services existants 	<p>Organismes de coopération:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Commission cantonale de lutte contre la violence do- mestique ; - table ronde traite des être humains; - plateforme de prise en charge coordonnée des situa- tions à haut risque - Prévention: Programme Sortir ensemble et se respec- ter - Exposition "plus fort que la violence - Evènement tous les 25 novembre consacré à la vio- lence envers les femmes
VS	pas de durée; évaluation	Plan d'action contre les violences domestiques	- une approche intégrale des situations de vio- lence domestique	<p>Organismes de coopération:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Commission cantonale + groupes régionaux

Kanton/ Ge- meinde Canton/ Com- mune	Laufzeit (u. gepl. Ver- längerung) Durée (+ prolonga- tion prévue)	Allgemeine Zielsetzung/Vision Objectif général / Vision	Schwerpunktbereiche Domaines prioritaires	Kooperationsgremien / Bedrohungs- management / Prävention / Kampagnen Organismes de coopération / Gestion des menaces / Prévention / Campagnes
	faite continuel- lement (à voir la suite avec la prochaine législature)	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre de la Conven- tion d'Istanbul au niveau cantonal - des mesures concrètes pour prévenir la violence à l'égard des femmes - Mise en œuvre de la recom- mandation de la SKHG - Evaluation de la loi cantonale sur la violence domestique 	<ul style="list-style-type: none"> - Protection des enfants exposés à la violence domestique - Accueil et prise en charge des victimes et des familles - Travail de l'auteur (des auteurs) - Sensibilisation et formation des professionnels - Prévention et information - les soins médicaux - Soutien aux migrants - Sécurité des victimes 	<ul style="list-style-type: none"> - Table ronde permanente contre la traite des êtres hu- mains (Décision du Conseil d'Etat 2015) <p>Gestion de menace:</p> <ul style="list-style-type: none"> - oui <p>Prévention:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Programme Sortir ensemble et se respecter, - programmes de suivi des auteur-e-s, ponctuellement conférences ou colloques, événements pour le 25.11 <p>Campagnes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - campagnes de communication chaque 2-3 ans

2.3 Plans pour l'égalité incluant des mesures de lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique / Gleichstellungspläne mit Massnahmen gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt

Tableau 3: Vue d'ensemble des plans pour l'égalité et leurs objectifs dans le domaine de la violence à l'égard des femmes et la violence domestique

Tabelle 3: Übersicht über die Gleichstellungspläne und deren Ziele im Bereich Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt

Kanton/Ge- meinde Canton / Commune	Laufzeit (und geplante Verlängerung) Durée (+ prolongation prévue)	Zielsetzungen im Bereich Gewalt gegen Frauen Objectifs dans le domaine de la violence à l'égard des femmes
Bern Stadt	2015-2018 (2019-2022)	Abbau von geschlechtsspezifischen Formen von Gewalt und Diskriminierung im privaten und öffentlichen Raum
GE Canton	2018-2023	Prévention du harcèlement sexuel au travail : Intégration de la prévention et la prise en charge du harcèlement sexuel aux cours existants pour les collaborateurs et collaboratrices nouvellement engagé-e-s à l'Etat et dans les dispositifs de formation pour les cadres et les RH

		E-learning pour prévenir le harcèlement sexuel au sein de l'administration, obligatoire pour tout le personnel de l'Etat, adapté pour les entreprises et mis à leur disposition. Plan d'action de l'égalité au sein de l'administration cantonale genevoise
GE Ville de Genève	2016-2020 (2020-2030) 2019-2021 (renouvelable)	Stratégie égalité de la Ville de Genève Sexisme et harcèlement dans l'espace public
NE Kanton	2020	Application de la loi sur la lutte contre la violence domestique (LVD) et coordination avec le réseau neuchâtelois (Police NE, SAVI, CNP, Autorité judiciaire)
St. Gallen Stadt	2013-Verlängerung jeweils bei Legislaturende	Abbau von Ungleichheiten zwischen den Geschlechtern Verbesserung der Rahmenbedingungen für die Vereinbarkeit von Beruf und Familie Unterstützung und Stärkung der Familien Verbesserung der Situation der Sexarbeiterinnen Bekämpfung von Zwangsheirat
ZH Stadt Zürich	2014-2018 / 2019-2022	2014-2018 <ul style="list-style-type: none"> - Früherkennung von häuslicher Gewalt verstärken und gegen Zwangsheirat vorgehen - Massnahmen zur Prävention von Gewalt in jugendlichen Paarbeziehungen entwickeln und einführen (Projekt Herzsprung – Freundschaft, Liebe, Sexualität ohne Gewalt) - Sexuelle und sexistische Belästigung am Arbeitsplatz in der Stadtverwaltung verstärkt bekämpfen 2019-2022 <ul style="list-style-type: none"> - Verstärkung des Engagements gegen Belästigungen aufgrund des Geschlechts, der sexuellen Orientierung und der Geschlechtsidentität, im öffentlichen Raum, im Nachtleben und am Arbeitsplatz: Projekt gegen sexuelle und sexistische Belästigungen im öffentlichen Raum und im Nachtleben - Weiterbildung KMU konkret+ zu sexueller und sexistischer Belästigung am Arbeitsplatz Umsetzung Istanbul-Konvention: <ul style="list-style-type: none"> - Mitwirkung in kantonaler Arbeitsgruppe Umsetzung IK - Arbeitsgruppe Häusliche Gewalt und Schule (Stadt / Kanton); Leitfaden überarbeiten, Bildungsmodul entwickeln - Austauschgruppe Häusliche Gewalt und Gesundheit (Stadt) - Betreuung Netzwerk Zwangsheirat (Stadt) - Umsetzung IK für Mädchen und Frauen mit Behinderungen (Stadt / Kanton); Bedarfsabklärung

2.4 Séries de mesures cantonales sur mandat du gouvernement (rapports/stratégies/objectifs de législature, mais pas de plan d'action) / Kantonale Massnahmenpakete mit Regierungsauftrag (Berichte/Strategien/Legislaturziele, jedoch kein Aktionsplan)

Tableau 4:

Vue d'ensemble des séries de mesures cantonales de lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique

Tabelle 4:

Übersicht über die Kantonale Massnahmenpakete gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt in Kantonen ohne Aktionsplan

Kanton/ Gemeinde Canton/ Commune	Auftrag und Allgemeine Zielsetzung Mandat et Objectif général	Kooperationsgre- mien Organismes de coopération	Schwerpunktbereiche Domaines prioritaires
AG	RRB 2011: Fachstelle und regierungsrätliche Kommission RRB 2012: Umsetzung der Empfehlungen aus der Evaluation der Massnahmen gegen häusliche Gewalt	Regierungsrätliche Kommission Häusliche Gewalt Kooperationsgremium zur Bekämpfung des Menschenhandels im Kanton Aargau	Schwerpunkte der Fachstelle - Vernetzung und Koordination - Begleitung bei der Umsetzung von Gesetzesanpassungen - Optimierung von Schwachstellen in der Interventionspraxis - Controlling und Monitoring von Leistungsvereinbarungen - Prävention Aktuell im Kanton geplante Massnahmen: - Bedrohungsmanagement - polizeiliches Annäherungs- und Kontaktverbot
BE		Regionale Runde Tische Häusliche Gewalt Kantonaler Runder Tisch Zwangsehe/Zwangsheirat Kooperationsgremium Menschenhandel	Das Tätigkeitsprogramm (aktuelle Periode 2020-2021) der Interventionsstelle gg. Häusliche Gewalt fasst die kontinuierlichen Aufgaben und aktuellen Schwerpunkte der BIG zusammen: - Informations- und Sensibilisierungsarbeit: Überarbeiten/Aktualisieren der Broschüren; Neuauftritt Website Kanton Bern, Bericht mit relevanten Informationen und statistischen Daten zu häuslicher Gewalt im Kanton Bern - Vernetzungs- und Koordinationsarbeit, politische Geschäfte: regionale Runde Tische Häusliche Gewalt und kantonaler Runder Tisch Zwangsehe/Zwangsheirat, Analyse und Erarbeitung von Umsetzungsvorschlägen zur Istanbul-Konvention im Kanton Bern - Präventionsarbeit: Zweisprachige Ausstellung Stärker als Gewalt / Plus fort que la violence, Abschluss Pilotprojekt cliqliq - Deine Geschichte zählt (schulische und ausserschulische Präventionsarbeit und Gruppentherapieangebot der Elternberatung) Lernprogramm und Gewaltberatungen: Weiterführen und bei Bedarf optimieren der Beratungsaufgaben, Zusammenarbeit mit zuweisenden Behörden Bedrohungsmanagement - KBM bei der Kantonspolizei

Kanton/ Gemeinde Canton/ Commune	Auftrag und Allgemeine Zielsetzung Mandat et Objectif général	Kooperationsgre- mien Organismes de coopération	Schwerpunktbereiche Domaines prioritaires	
			Opferschutz - Leistungsvereinbarungen mit Frauenhäuser, Opferhilfestellen, Berner Gesundheit Präventionsangebote für Schulen Zugang zu Präventionsangeboten der Kapo, des Kinderschutzes, der Berner Gesundheit; Unterstützung durch die Schulsozialarbeit und Jugendarbeit	
BS	Umsetzung der Istanbul-Konvention auf kantonaler Ebene Massnahmen gegen häusliche Gewalt verstärken: Massnahmen gegen häusliche Gewalt werden verstärkt. Kinder, die direkt oder indirekt häuslicher Gewalt ausgesetzt sind, erhalten besondere Aufmerksamkeit, Unterstützung und Hilfe.	Runder Tisch gegen Häusliche Gewalt Basel-Stadt und weitere Koordination Thema Menschenhandel	Legislaturziele 2017-2021 Neue polizeiliche Schutzmassnahmen in Kraft seit 01.01.2020 Revision Polizeigesetz (PolG) Schwerpunkte: Trauma, Kinder, Gefährder Bedrohungsmanagement Kantonales Bedrohungsmanagement Prävention - Prävention im Gesundheitsbereich - Parcours «Mein Körper gehört mir» - Lernprogramm gegen Häusliche Gewalt - Projekt «Stadtteil ohne Partnergewalt SToP» in Planung - Netzwerk FGM und Mädchenbeschneidung - Netzwerk Zwangsheirat - Netzwerk Psychische Gesundheit Genügend Schutzunterkünfte Lernprogramme für alle Tatpersonen - Neu LP für Frauen und für Fremdsprachige Sicherstellung von adäquater Unterstützung für involvierte Kinder in Familien mit Häuslicher Gewalt Angebote / Programme für Prävention Leistungsvereinbarungen mit Frauenhaus, Opferhilfe, Männerbüro, Aliena, Dargebotene Hand, Zwangsheirat.ch	Zudem Opferansprache Gefährderansprache Kinderansprache Kampagnen Mitwirkung Kampagne 16 Tage gegen Gewalt an Frauen* und Mädchen Fachtagungen 5. November 2020 Trauma und sexualisierte Gewalt
NE		Commission technique de lutte contre la violence dans les couples (loi sur la	Les mesures font parties du cadre de la loi sur la violence domestique. Gestion de menaces: - MPV (Menaces et prévention de la violence) rattachée à la police cantonale Prévention: Contrat de prestation avec le centre neuchâtelois de psychiatrie (CNP) qui dispose d'un service	

Kanton/ Gemeinde Canton/ Commune	Auftrag und Allgemeine Zielsetzung Mandat et Objectif général	Kooperationsgre- mien Organismes de coopération	Schwerpunktbereiche Domaines prioritaires
		violence domes- tique depuis le 1.1.2020)	pour les auteur-e-s de violence domestique (SAVC) et d'une consultation pour couples et familles à transactions violentes. - Projet en cours d'exposition «Plus fort que la violence» destinée aux jeunes du secondaire II.
NW	2020-2022: Umsetzung und rechtliche Einführung des Bundesgesetzes über die Verbesserung des Schutzes gewaltbetroffener Personen auf kantonaler Ebene sowie Aktualisierung Fachwissen bei Mitarbeitenden Einführen eines fach- und institutionsübergreifenden kantonalen Bedrohungsmanagements (KBM)	Nein Ja Runder Tisch der AG Krisenintervention	Gesetzesanpassungen im Bereich Persönlichkeitsschutzgesetz sowie Aus -und Weiterbildung Mitarbeitende der Kantonspolizei Nidwalden. Umsetzung des Konzeptes Runder Tisch Krisenintervention mit relevanten Akteuren im Bereich Sicherheit (Justiz, Polizei, Sozialamt, KESB, Staatsanwaltschaft, Schule, Psychiatrie) Erarbeiten von gesetzlichen Grundlagen zum Betreiben eines KBM welches zum Ziel hat Wiederholungstaten im Bereich der häuslichen Gewalt zu verhindern bzw. minimieren, sowie den Schutz der körperlichen und psychischen Unversehrtheit von Personen u.a. im Bereich Stalking.
SG	Regierungsauftrag 2006: Aufgaben der Koordinationsstelle Häusliche Gewalt Regierungsauftrag 2013: Umsetzung der vorgeschlagenen Massnahmen im Bericht « <u>10 Jahre Massnahmen gegen häusliche Gewalt im Kanton St.Gallen</u> » Bestandesaufnahme und Weiterentwicklungsbedarf, September 2013 Regierungsauftrag 2017: Projekt Häusliche Gewalt und die Kinder mittendrin	Kantonaler Runder Tisch Häusliche Gewalt Drei regionale Runde Tische Häusliche Gewalt Kantonaler Runder Tisch zur Bekämpfung von Menschenhandel Kinderschuttkonferenz	Massnahmen des Berichts von 2013: - Einführung von Polizeilichen Massnahmen bei Stalking - Einführung eines kantonalen Bedrohungsmanagements für Fälle häuslicher Gewalt - Stärkung der Täterarbeit (Lernprogramme, proaktive Beratung) - Proaktiver Ansatz der Beratungsstelle Opferhilfe - Verbesserung der Situation von Partnerschaftsgewalt betroffener Kinder → Daraus entstanden: « Regierungsprojekt Häusliche Gewalt und die Kinder mittendrin » mit den Zielen: ○ Kindern und Familien wird eine spezifische, bedarfsgerechte Unterstützung angeboten. Diese erfolgt koordiniert und zielgerichtet und nach gemeinsamen fachlichen Grundsätzen. ○ Behörden, Institutionen und Fachstellen des Interventions- und Hilfesystems sind für die Auswirkungen der häuslichen Gewalt unter erwachsenen Familienmitgliedern auf die Kinder sensibilisiert. ○ Es bestehen Abmachungen an den Schnittstellen des Interventions- und Hilfesystems, welche gewährleisten, dass Interventionen auch den von Gewalt in Ehe und Partnerschaft (mit-)betroffenen Kindern gerecht werden. ○ Bestehende Abmachungen und Abläufe sind im Hinblick auf die aktuellen Gesetzesgrundlagen überprüft und ergänzt.

Kanton/ Gemeinde Canton/ Commune	Auftrag und Allgemeine Zielsetzung Mandat et Objectif général	Kooperationsgre- mien Organismes de coopération	Schwerpunktbereiche Domaines prioritaires
			<ul style="list-style-type: none"> ○ Behörden, Institutionen und Fachstellen des Interventions- und Hilfesystems sind über Abmachungen und Abläufe informiert. ○ Die Behörden, Institutionen und Fachstellen des Interventions- und Hilfesystems sind sich ihrer eigenen Rolle und ihrer Handlungsmöglichkeiten bewusst, sie nehmen diese wahr und arbeiten vernetzt. <p>Prävention:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ausstellung «Ich säg was läuft» zu Gewalt in jugendlichen Paarbeziehungen - Ordner sicher!gsund! Kapitel Kindeswohlgefährdung - Erstberatung nach Polizeiinterventionen bei Häuslicher Gewalt und Lernprogramme für Übermittlungen nach Art. 55a StGB: www.lernprogramm.sg.ch <p>Kampagnen: Mitwirkung bei der Kampagne «16 Tage gegen Gewalt an Frauen*»</p>
SH	Regierungsauftrag 2019: Aufgaben Koordinationsstelle Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt (Istanbul-Konvention)	Arbeitsgruppe interkulturelle Konflikte	<p>Massnahmenplanung im Aufbau (Systematische Bestandsaufnahme der bestehenden kantonalen Interventions- und Hilfs-Angebote und Ermittlung des kantonsinternen Handlungsbedarfs z.H. des RR bis Ende 2020)</p> <p>Bedrohungsmanagement: Kantonales Bedrohungsmanagement bei der Kantonspolizei</p> <p>Vernetzungs- und Koordinationsarbeit: Mitarbeit in AG Interkulturelle Konflikte in Familie und Partnerschaft (inkl. Thema Zwangsheirat)</p> <p>Vergabeverfahren für eine Täterpräventionsstelle/Täterfachstelle (durch RR bewilligt; in Vorbereitung)</p> <p>Kampagnen: Mitwirkung bei der Kampagne 16 Tage gegen Gewalt an Frauen*</p>
SZ	Teilrevision Polizeigesetz vom 27.05.2020 (SRSZ 520.110, Inkraftsetzung per 01.01.2021)	Runder Tisch Menschenhandel	<p>Rechtliche Grundlage für das Bedrohungsmanagement:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Behördlicher und interinstitutioneller Datenaustausch - Fallkonferenzen - Rechtsgrundlage für die Bearbeitung von Gefährderdaten <p>Ausbau des Bedrohungsmanagements:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gefährderansprache - Stalkingnorm, auch für Fremdstalking - Einführung des proaktiven Beratungsansatzes für gewaltausübende Personen - Electronic Monitoring zur Überwachung von Massnahmen gegen Häusliche Gewalt - Massnahmen im Rahmen des Bedrohungsmanagements

Kanton/ Gemeinde Canton/ Commune	Auftrag und Allgemeine Zielsetzung Mandat et Objectif général	Kooperationsgre- mien Organismes de coopération	Schwerpunktbereiche Domaines prioritaires
TG	Umsetzung der Istanbul-Konvention auf kantonaler Ebene: Massnahmenplan In einem entsprechenden Planungsprozess	Kooperationsgre-mien <ul style="list-style-type: none"> - Kantonale Fachgruppe Häusliche Gewalt (geplant: Umwandlung in Fachkommission Gewaltprävention) - Runder Tisch Menschenhandel 	<ul style="list-style-type: none"> - Vernetzung und Kooperation zwischen öffentlichen und privaten Institutionen optimieren: Schaffung einer Koordinationsstelle Gewaltprävention (über das Thema häusliche Gewalt hinaus, Gewaltprävention als Querschnittsaufgabe im Kanton begreifen, Anliegen koordinieren, Sichtbarkeit aller Angebote im Kanton sicherstellen) - Installation einer Fachstelle Gewaltschutz (Kantonspolizei), führt ein Bedrohungsmanagement, das auch (schwere/wiederholte) Fälle von häuslicher Gewalt aufnimmt (ist bereits installiert) - Beiträge an die Schutzunterkünfte (Leistungsvereinbarungen) erhöhen (bereits geschehen) - Lernprogramm und Gewaltberatung für Tatpersonen verknüpfen bzw. aufbauen, evaluieren - Überprüfung der Strukturen des Kinderschutzes, insbesondere im Zusammenhang mit häuslicher Gewalt (siehe Legislaturziele 2020-2024) - Angebote für schulische Prävention fördern/ausbauen/lancieren - Weiterbildungsangebote für Fachpersonen zu Gewalt an Frauen und Häuslicher Gewalt ausbauen und fördern Bedrohungsmanagement <ul style="list-style-type: none"> - Kantonales Bedrohungsmanagement Kampagnen Mitwirkung 16 Tage gegen Gewalt an Frauen*
TI	1.4.2020: avvio attività coordinatrice istituzionale violenza domestica	Tavola rotonda contro il traffico di esseri umani	<p>È in corso l'allestimento di un Piano d'azione cantonale, previsto dal Programma di legislatura 2019-2023 (obiettivo 34), che offrirà una visione di insieme e misure e interventi puntuali su molteplici aspetti legati alla VD. (v.p. 6)</p> <p>Gestione cantonale delle persone minacciose e pericolose Dal 2017 esiste il Gruppo Prevenzione e Negoziazione (GPN) della Polizia cantonale, nato come gruppo gestione cantonale delle persone minacciose e pericolose, per la prevenzione mirata delle azioni violente e dunque anche della VD. Fa parte del RIS (Reparto interventi speciali) della stessa Polizia.</p> <p>Esiste un Piano strategico cantonale di prevenzione della violenza che coinvolge i giovani (2017-2021), che prevede 19 misure di prevenzione negli ambiti famiglia, scuola, spazio sociale. In questo contesto, l'accento è messo soprattutto sui giovani autori (non vittime) di violenza, non necessariamente intrafamiliare. L'attenzione ai minori come vittime è al cuore dell'attività dell'ASPI (Fondazione per l'aiuto, il sostegno, la protezione dell'infanzia), che prevede diversi programmi e iniziative al proposito.</p> <p>Per la prevenzione secondaria, oltre al Programma per autori già citato, è in programma una verifica dei bisogni formativi presso diversi gruppi di professionisti (sanitario, giustizia, polizia ecc.) così come presso gruppi target specifici (popolazione straniera ecc.).</p>

Kanton/ Gemeinde Canton/ Commune	Auftrag und Allgemeine Zielsetzung Mandat et Objectif général	Kooperationsgre- mien Organismes de coopération	Schwerpunktbereiche Domaines prioritaires
VD Ville de Lausanne	<p>Campagne de lutte contre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail dans l'administration communale</p> <p>Stratégie municipale de lutte contre le harcèlement de rue</p> <p>Elaboration d'un plan d'action municipal contre les discriminations visant les personnes LGBTIQ+ (2021). Les mesures seront déployées entre 2021 et 2026,</p>		<p>Lutte contre le harcèlement au travail: Déclaration de principe, projet pilote de formation des cadres et des responsables RH, sensibilisation du personnel (séances pilote de sensibilisation avec théâtre-forum, diffusion de matériel de sensibilisation)</p> <p>Harcèlement de rue: Mise en œuvre des mesures de la stratégie municipale de lutte contre le harcèlement de rue (<u>Rapport-préavis 2017/59</u>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Campagne de sensibilisation contre le harcèlement de rue mai 2018; - Sensibilisation de la Police municipale et de l'équipe de médiation urbaine depuis 2019; - Mise à la disposition des victimes et des témoins une prestation de signalement des cas depuis novembre 2019 pour une durée test de 2 ans avec l'engagement d'une personne spécialiste pour traiter les situations - Une évaluation externe de la prestation est menée (résultats en 2021). - La Sensibilisation d'autres acteurs sera également mise en œuvre progressivement. <p>Plan LGBTIQ+: Trois engagements ont été pris pour construire ce plan avec l'ensemble des parties prenantes, dont les associations LGBTIQ+:</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'administration communale doit assurer une politique du personnel inclusive et non discriminante, délivrer des prestations inclusives et non discriminantes pour les personnes LGBTIQ et que toute personne puisse vivre et affirmer son identité et expression de genre, son orientation sexuelle en toute liberté et en toute sécurité dans la ville.
ZG	<p>Die Fachstelle Häusliche Gewalt wurde per 01.04.2008 im Auftrag der Regierung geschaffen.</p> <p>Projekt gegen Häusliche Gewalt</p>	<p>Runder Tisch zu den Themen Menschenhandel & Häusliche Gewalt</p>	<p>Gesamtprojektziel: maximale Verhinderung von Rückfällen von gewaltausübenden Personen</p> <p>Massnahmen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Optimierung fallbezogene Zusammenarbeit ZUPO-STA - Initiierung und Anwendung von Prozess- und Qualitätsstandards - Anpassung Statistik STA und ZUPO - Nachbetreuung: Aktive telefonische Kontaktaufnahme mit allen Beteiligten - Früher Interventionsgespräche durchführen; persönliches Gespräch mit Vorladung - Sensibilisierung innerhalb der ZUPO - Erweiterung des kantonsinternen runden Tisches zum Thema «Häusliche Gewalt» - Kostenübernahme von freiwilligen Täterberatungen - Prüfung Regressnahme auf Täterschaft

Kanton/ Gemeinde Canton/ Commune	Auftrag und Allgemeine Zielsetzung Mandat et Objectif général	Kooperationsgre- mien Organismes de coopération	Schwerpunktbereiche Domaines prioritaires
ZH	<p>Die Interventionsstelle gegen Häusliche Gewalt (IST) wechselt im Jahr 2001 von der Stadt Zürich zum Kanton Zürich.</p> <p>Mit Einführung des Gewaltschutzgesetzes (GSG, LS 351) wurde die IST per 1. April 2007 gesetzlich verankert. Ihre Aufgaben sind im Wesentlichen im GSG definiert sowie auch im Rahmen von regierungsrätlichen Beschlüssen festgehalten, u.a.:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gewährleistung, Koordination, Steuerung und Überprüfung der interdisziplinären Zusammenarbeit - Präventions- und Öffentlichkeitsarbeit - Weiterbildung von Fachpersonen 	<p>Strategisches Kooperationsgremium gegen Häusliche Gewalt und Stalking</p> <p>Arbeitsgruppe Monitoring Häusliche Gewalt und Stalking</p> <p>Kantonale Kinderschutzkommission (KSK)</p> <p>Runder Tisch Menschenhandel</p> <p>div. themenspezifische Arbeitsgruppen (z.B. AG Koordination Istanbul-Konvention, AG HG und Schule, AG HG und Kinderschutz, Steuergruppe Präventionsprogramm Herzsprung "Freundschaft, Liebe, Sexualität ohne Gewalt")</p>	<p>Massnahmen / Konzepte: Massnahmen gegen Häusliche Gewalt und Stalking (inkl. Weiterbildung, Prävention und Öffentlichkeitsarbeit) sind im kantonalen Gewaltschutzgesetz definiert (LS 351). Schutz- und Präventionsmassnahmen sind auf allen Ebenen installiert und wo nötig ausgebaut (z.B. polizeipräventives Früherkennungsscreening auf HG, Nachbetreuung/Einschätzung der Risikolage bei Opfern nach Ablauf von Schutzmassnahmen, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Kurzkonzepte der IST Gremien, namentlich Strategisches Kooperationsgremium sowie die Arbeitsgruppe Monitoring gegen Häusliche Gewalt und Stalking vorhanden - diverse Konzepte betreffend Massnahmen und Angebote unserer Kooperationspartner (z.B. Beratungskonzepte, Konzept Gefährderansprachen, Konzept Lernprogramme, Zürcher Leitfa- den "Ersatzmassnahmen", etc.) <p>Schwerpunkte und Projekte: Unter dem für die Strafverfolgung festgelegten regierungsrätlichen Schwerpunkt der Legislaturperiode 2019-2022 (RRB 184/2019) "Gewalt gegen Frauen" wurden diverse Teilprojekte lanciert:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Information und Sensibilisierung der Öffentlichkeit sowie potenzieller Opfer (z.B. Kampagne Stopp Häusliche Gewalt & Stopp Gewalt gegen Frauen) - Aus-/Weiterbildungsangebote für Fachpersonen fortsetzen, wo nötig ausbauen (z.B. jährliche IST-Weiterbildungsreihe mit 4 Veranstaltungen, Fachtagung KBM, CAS Häusliche Gewalt, etc.) - Unterstützungs-/Hilfsangebote für Opfer ausbauen; Übersicht/Zugang vereinfachen - Ausbau Finanzunterstützung für Opferberatung und Frauenhäuser - Massnahmen zur Senkung der Gewaltbereitschaft potenzieller Täter (z.B. Anpassung WOSTA im Umgang mit Art. 55a StGB, insbesondere betr. Anordnung von Lernprogrammen und Ersatzmassnahmen, Ausbau/Erhöhung Dienstleistungsvereinbarungen betr. Beratung von Gefährder/innen bei Massnahmen nach GSG) - Optimierung der interdisziplinären Zusammenarbeit (z.B. Projekt Optimierung Schnittstelle Staatsanwaltschaft und Opferberatungsstellen, AG Häusliche Gewalt und Kinderschutz, etc.) - Evaluation Risiko-Instrument ODARA; Verbesserung der Aussagekraft/Evaluation KBM - Änderung Gewaltschutzgesetz(GSG); Aufnahme Fremd-Stalking (abgeschlossen, in Kraft seit 01.07.2020) - Umsetzung der geforderten Massnahmen in der Istanbul-Konvention (Schlussbericht zu Evaluation und Umsetzungsbedarf bereits erstellt) - Stärkung der Massnahmen in HG-Verfahren / Rechtssetzungsvorhaben - Auf-/Ausbau HG-Reporting und Berichterstattung zu Entwicklungen bei Kooperationspartnerorganisationen

Kanton/ Gemeinde Canton/ Commune	Auftrag und Allgemeine Zielsetzung Mandat et Objectif général	Kooperationsgre- mien Organismes de coopération	Schwerpunktbereiche Domaines prioritaires
			<p>Bedrohungsmanagement: Das Kantonale Bedrohungsmanagement (KBM / www.kbm.ch) ist installiert und die Federführung liegt bei der Kantonspolizei Zürich / Präventionsabteilung.</p> <p>Prävention:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Primärprävention: u.a. div. Informationsmaterialien zu Häuslicher Gewalt und Stalking / Präventionsprogramm «Herzsprung – Freundschaft, Liebe, Sexualität ohne Gewalt» für den Schulbereich - Sekundärprävention: u.a. Beratungsangebote und Lernprogramme für Tatpersonen (Einzel- und Gruppensetting) / Ansprache gefährdender Personen im Rahmen der Früherkennung / Beratungsangebote für Opfer und Angehörige (z.B. auch zeitnahe Kinderansprache) / Mediation- und Beratungsangebote für Paare und Familien (bei Fachpersonen HG) / Beratungsangebote für Eltern (bei Konflikten, Trennung, Besuchsregelungen, etc.) / - Aktuell zur Diskussion "Projekt begleitete, regionale Besuchstreffe mit Fachpersonal HG" <p>Kampagnen: In den letzten Jahren wurden diverse Kampagnen zu Häuslicher Gewalt und Gewalt gegen Frauen unter Mitwirkung der IST lanciert.</p> <p><u>Kantonale Ebene:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 2017: Kampagne "Stopp Häusliche Gewalt" (Kantonspolizei Zürich PA/IST) >> Plakate und Flyer (in 8 Sprachen) - 2018: Kampagne "www.zukrass.ch" (Kantonale Opferhilfestelle) - 2019: Interaktiver Präventionsfilm "Häusliche Gewalt: Was tun?" (Kantonspolizei Zürich PA/IST) >> mit Untertiteln in 9 Sprachen - 2020: Kampagne "Stopp Gewalt gegen Frauen" (Kantonspolizei PA/IST, Staatsanwaltschaft, Kantonale Opferhilfestelle, Opferberatungsstellen) <p><u>Nationale Ebene:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 16 Tage gegen Gewalt an Frauen*

2.5 Weitere kantonale Massnahmen / Autres mesures cantonales

Tableau 5: Vue d'ensemble des autres séries de mesures cantonales

Tabelle 5: Übersicht über weitere kantonale Massnahmenpakete

Kanton/ Gemeinde Canton / Commune	Grundlage Base	Kooperationsgremien Organismes de coopération	Schwerpunkte / Bedrohungsmanagement / Prävention / Kampagnen Priorités / Gestion des menaces / Prévention / Campagnes
AI	Standeskommissionsbeschluss über die Zusammenarbeit	In Planung	<ul style="list-style-type: none"> - Frauenberatung und Schutz durch Frauenhaus SG (Leistungsvereinbarung) - Sexuelle Gesundheit durch Fachstelle Aids- und Sexualfragen SG-App (LV) - Fachstelle für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität SG (LV) - Opferhilfe SG-AR-AI (LV)
AR			Leistungsvereinbarung mit Institutionen im Kanton St.Gallen (u.a. Opferhilfe SG-AR-AI, Frauenhaus St.Gallen, Beratungsstelle für gewaltausübende Personen)
GL			Bedrohungsmanagement: <ul style="list-style-type: none"> - KBM bei der Kantonspolizei Prävention: <ul style="list-style-type: none"> - Primärprävention im Bereich Gewalt durch die Schulsozialarbeit, welche im Kanton Glarus flächendeckend eingesetzt ist. - Täterarbeit, bzw. Gewaltberatung, wird von den Sozialen Diensten angeboten.
LU		Arbeitsgruppe Gewaltprävention und Bedrohungsmanagement (Thema: Häusliche Gewalt); Runder Tisch Menschenhandel; Zentralschweizer Fachgruppe Häusliche Gewalt.	Bedrohungsmanagement: <ul style="list-style-type: none"> - Stabstelle im Justiz- und Sicherheitsdepartement Prävention: <ul style="list-style-type: none"> - Sekundärprävention: Lernprogramme (Do It, PoG) i.S.v. Art. 55a StGB; Pflichtberatung i.S.v. § 13e EGZGB - Jährlicher Versand des Flyers Zwangsheirat an Schulen, Beratungsstellen, Polizei
OW	Grundlage Runder Tisch Häusliche Gewalt vom 21. März 2017. Löst das entsprechende Dokument aus dem Jahr 2006 ab. Der Runde Tisch statuiert sich selber.	Runder Tisch Häusliche Gewalt / Menschenhandel / Zwangsheirat	Prävention: Angebot für Gewaltausübende Männer in Zusammenarbeit (Leistungsvereinbarung) mit Agredis und für Frauen in Zusammenarbeit mit dem Vollzugs- und Bewährungsdienst Luzern. Allgemeine Gewaltprävention durch die Kriminalpolizei an Schulen.
SZ		Runder Tisch Häusliche Gewalt / Fachstelle Häusliche Gewalt	Bedrohungsmanagement: KBM beim Ermittlungsdienst der Kriminalpolizei Prävention: Angebote für Gewaltausübende: Leistungsvereinbarung mit agredis (Gewaltberatung), Leistungsvereinbarung mit dem BVD Luzern (Lernprogramm)
UR		Runder Tisch Häusliche Gewalt	